

Les indépendantistes gardent leur majorité

CATALOGNE La majorité sortante reste en tête mais de très peu, selon des résultats partiels

► Taux de participation record pour les élections régionales anticipées décidées par Madrid : 82 % contre 75 % en 2015.

► Le parti d'Inés Arrimadas remporte les élections, mais les partis indépendantistes restent majoritaires avec 70 sièges sur 135.

► Un camouflet pour Mariano Rajoy.

Les 5,5 millions d'électeurs catalans ont choisi. Pour la plupart d'entre eux, le vote de jeudi était en fait un remake – mais reconnu officiellement puisque voulu par Madrid cette fois – du référendum illégal du 1^{er} octobre. C'était oui ou non à l'indépendantisme.

A l'heure de boucler cette édition (87 % des bulletins dépouillés), deux partis étaient au coude à coude : Ciudadanos d'Inés Arrimadas et Junts per Catalunya (PDeCat) de Carles Puigdemont avec respectivement 36 et 34 sièges. Le premier est unionniste et fait un bond en avant de 10 sièges, le second est séparatiste et fait également un bond de plusieurs sièges. La troisième formation qui progresse est l'ERC du vice-président sortant Oriol Junqueras (également en faveur de l'indépendance) qui décroche 32 sièges.

Ensemble, ces deux partis qui for-

maient un cartel au parlement sortant (Ensemble pour le oui), passent de 62 à 66 sièges. C'est-à-dire sous la barre de la majorité absolue fixée à 68 sièges. Quant à leurs anciens alliés de la CUP (extrême gauche), ils sont les grands perdants du scrutin et dégringolent de 10 à 4 sièges. Leur appui permettrait néanmoins de reconduire l'alliance sortante mais tout juste.

Une coalition à quelles conditions ?

Globalement, les partis indépendantistes de la majorité sortante gardent en effet la majorité avec plus de 68 sièges sur 135. Reste à voir s'ils seront prêts à former une nouvelle coalition et à quelles conditions.

Pour Mariano Rajoy et son gouvernement, le résultat des élections est un véritable camouflet. Son parti, le PP, perd 7 sièges et passe de 11 à 4.

A Madrid, le gouvernement a prévenu qu'il maintiendra l'application de l'article 155 et continuera à assurer la gestion de l'administration catalane jusqu'à ce que le nouveau parlement élu nomme un nouveau président de la Generalitat.

En septembre 2015, les séparatistes avaient pour la première fois remportés une majorité de sièges au parlement catalan : 72 sur 135. Il en était sorti un gouvernement séparatiste emmené par Carles Puigdemont et Oriol Junqueras. Leurs deux partis, respectivement le PDeCat et ERC, s'étaient présentés en coalition : Junts Pel Si (ensemble pour le oui). Le petit parti d'extrême gauche CUP avait alors apporté les dix sièges décisifs pour former une majorité.

Allant au bout de leur logique, les par-

tis au pouvoir ont organisé un référendum d'autodétermination le 1^{er} octobre dernier. Déclaré « illégal » par la Cour constitutionnelle, il a divisé l'électorat catalan. Avec un taux de participation de 43 % et entaché par des violences policières, le « oui » l'avait emporté à 90 %. Puis, le 27 octobre, le parlement avait adopté un décret proclamant unilatéralement l'indépendance de la « République de Catalogne ».

En réaction, le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy (Parti populaire) avait aussitôt mis la région sous tutelle et destitué le gouvernement Puigdemont ; un événement sans précédent depuis la fin de la dictature de Franco et la nouvelle Constitution de 1978.

Pour sortir de l'impasse, le gouvernement central a ensuite convoqué des élections régionales anticipées le 21 décembre, promettant que celles-ci permettraient un « retour à la normalité ».

Contrairement à ce qu'il s'était passé en 2015, les deux principales formations du gouvernement catalan sortant (le PDeCat et ERC) n'ont pas réussi à s'entendre et se sont présentées séparément.

En exil en Belgique depuis le 30 octobre, Carles Puigdemont a pu orchestrer sa campagne en toute tranquillité. De son côté, Oriol Junqueras était en détention préventive depuis la même date et limité à dix appels téléphoniques par semaine depuis sa cellule de la prison madrilène.

Dix-huit membres des sept listes en lice font l'objet de poursuites en lien avec la tentative de sécession. ■

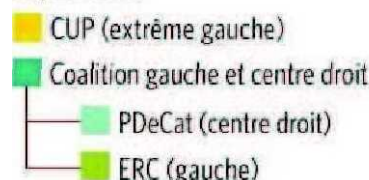
PHILIPPE DE BOECK

Élections en Catalogne

Parlement sortant



Séparatistes

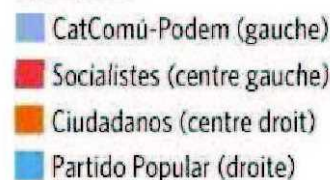


Résultats à 22h50

(87 % de dépouillement)



Unionnistes



scrutin Depuis l'aube, d'interminables files

REPORTAGE

BARCELONE

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Ils ont vu les choses en grand. En prévision de la victoire que tous les sondages leur ont prédit, le staff du parti Ciudadanos s'est offert l'« Avenue de la reine Marie-Christine » : une grande esplanade au pied de la citadelle illuminée du Montjuïc, où ont été déployés écrans géants, food trucks et autres tonnelles afin d'accueillir le public en masse dès l'annonce des résultats. Sur la scène, le DJ prépare déjà son matériel. « Ça doit être une grande fête ce soir, explique ce militant. Aujourd'hui doit être le jour où le peuple va définitivement enterrer le 'procès' (vers l'indépendance NDLR) et récupérer ses institutions. Cette crise a duré beaucoup trop longtemps. »

A l'heure de boucler cette édition, et malgré une nette progression en nombre de sièges, la victoire de Ciudadanos était pourtant loin d'être acquise. Les sondages sortis des urnes, et les premiers dépouillements accordaient plutôt une légère avance aux partis indépendantistes. Aux QG de Junts per Catalunya, le parti de Carles Puigdemont, l'humeur générale est plutôt à la prudence. On déguste quelques tapas devant les écrans de télévision. On twitte et SMS dans tous les sens. Ça chauffe sur les lignes entre Barcelone et Bruxelles...

Mobilisation exceptionnelle

Près de 80 % de taux de participation. De mémoire de Catalan, on n'avait

jamais connu un tel engouement pour une élection ! Depuis tôt ce matin, avant l'ouverture des bureaux de vote à 9 h, on comptait déjà de nombreuses files devant les établissements réquisitionnés pour le scrutin. Des milliers d'électeurs, désireux d'accomplir leur devoir électoral le plus tôt possible, afin de rejoindre leur lieu de travail sans trop de retard. « C'est une élection très spéciale, explique cet électeur de l'ERC, la gauche républicaine catalane, indépendantiste. Elle est spéciale parce qu'on nous l'a imposée. Mais c'est surtout le premier test véritable sur la question de l'indépendance. Le gouvernement sortant a échoué dans sa volonté à organiser un référendum négocié. Aujourd'hui, la population a enfin l'occasion de s'exprimer. Ce soir, on aura une idée claire sur la volonté, ou non, du peuple, de poursuivre le 'procès'. »

Des observateurs partis de Madrid à 4 h du mat

Tous les partis politiques ont envoyé des observateurs dans les bureaux de vote afin de garantir la bonne tenue du scrutin. Le Parti Populaire, lui-même, en a envoyé plus de 800 depuis toute l'Espagne, signe de l'importance que Mariano Rajoy et son gouvernement accordent à cette élection. « On est partis de Madrid à 4h ce matin, explique cet observateur du PP. On repartira cette nuit quand toutes les opérations de comptage seront finies. C'est très fatigant, mais c'est nécessaire. C'est un peu l'avenir du pays qui se joue au-

jourd'hui ! »

Dans le Raval, un quartier populaire du centre-ville de Barcelone, les élèves de l'école Pia Sant Antoni ont eu la chance d'être dispensés de cours pendant toute la journée. Leur établissement servait déjà de bureau de vote lors du référendum du 1^{er} octobre. Il fut d'ailleurs l'un de ceux qui fut brutalement fermé par la police. Les images des violences policières sont encore dans tous les esprits. Aujourd'hui toutefois, l'ambiance est nettement plus détendue. Chacun se sert et dépose le bulletin dans une enveloppe qu'il va déposer dans l'urne. Presque personne n'utilise l'unique isolement installé dans un coin de la pièce.

Ailleurs dans le quartier, les autres bureaux de vote ne désespèrent pas. Le grand hall de l'Université de Barcelone, réquisitionné lui aussi, accueille pas moins de 10 urnes électorales en son sein. De nombreux électeurs arborent le ruban jaune à la boutonnière, symbole des « prisonniers politiques », dont le camp indépendantiste revendique la libération. « Même s'ils gagnent ce soir, je ne crois pas que les indépendantistes commettront la même erreur d'avancer de manière unilatérale et non négociée dans leur projet, estime Daniel, observateur du bureau de vote pour le parti socialiste catalan (PSC). Il y a fort à parier que le résultat sera serré ». Et si aucune majorité ne se dégage, il est fort possible que les Catalans soient rappelés aux urnes dans les prochains mois. ■

GRÉGOIRE COMHAIRE